Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 166
Juillet-Aout 2025

le libertaire
revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Dernières actualités de juillet 2025

Duplomb, quel con !

Plus de deux millions de pétitionnaires contre la loi Duplomb le 28 juillet 2025. Et ce n'est pas terminé. A trop tirer sur la corde, elle se casse. Les agriculteurs qui avaient bénéficié d'un certain soutien de l'opinion publique lors de leurs actions en 2024 commencent à perdre ce soutien notamment ceux qui concourent sous les bannières de la FNSEA et de la Coordination rurale proche de l'extrême-droite. Tout le monde a bien compris que cette loi qui bénéficie à l'agrobusiness n'a pas été suffisamment débattue. Le consommateur lambda s'est senti floué. Mais là, avec cette pétition hors norme, c'est le retour de bâton pour les politiciens qui commencent à sentir le vent du boulet.

Tu peux voter, pétitionner, mais c'est dans la rue que ça se passe. C'est toujours vrai mais cependant, on ne va pas bouder notre plaisir : les gens en ont ras-le-bol des mensonges et de se faire empoisonnés à tout-va. On voit aussi ce que valent les députés qui légifèrent comme ils l'entendent pensant n'avoir à rendre de comptes à personne. Leur démocratie, ce sont nos futurs cancers.

Les syndicats agricoles majoritaires et le gouvernement nous parlent de souveraineté alimentaire mais nous produisons l'équivalent de 140 % de nos besoins pour le maïs, 170 % pour la betterave sucrière, 103 % pour le porc… On est donc bien au-dessus des 100% nécessaires à la souveraineté. Et les surplus vont à l'exportation. Donc pas de panique pour les gros éleveurs et l'industrie betteravière. Les politiciens nous mentent, ce n'est pas un scoop pour nous autres anarchistes.

Ces productions sus-mentionnées sont aussi celles qui génèrent le plus de problèmes pour l'environnement et dont les coûts sont supportés par les contribuables. Les algues vertes en Bretagne (qui les ramassent ?), la surconsommation d'eau pour le maïs…

La pollution de l'eau par les pesticides coûte un milliard d'euros par an en frais de purification via les factures d'eau des Français.

Et puis ce qui « convient » aux betteraviers nuit aux apiculteurs qui ont des revenus bien inférieurs à ceux de l'agrobusiness. On entend des betteraviers dire : sans cette loi Duplomb on aurait mis la clef sous la porte…Mais à quel prix, jusqu'à quels bénéfices peut-on empoisonner la biodiversité et l'humain. Est-ce que ce monde est sérieux ?

Le 10 septembre ?

Un appel citoyen circulant sur les réseaux sociaux, à point nommé « Bloquons tout ! », appelle à « bloquer le pays » le 10 septembre 2025 pour protester contre le plan budgétaire de 2026 sorti du chapeau par le Premier ministre, François Bayrou qui compte faire payer aux travailleurs et aux retraités la dette de Macron. Mais quels sont les protagonistes de cette mobilisation ?

Alors, on trouve de tout : des complotistes, les anciens anti-vax, l'extrême-droite qui tente évidemment d'influencer cette envie de lutter chez les gens. Mais on trouve des personnes plus proches de nous. « Boycott, désobéissance et solidarité » : ces trois mots résonnent chez nous et nous pourrions nous rallier à un mouvement indépendant des partis politiques. Bref, depuis quelques jours, des appels à paralyser la France, à partir du 10 septembre, se multiplient en ligne. À l'origine de cette initiative : un collectif de citoyens baptisé « Bloquons tout ! Mobilisation 10 septembre ». Composé d'une vingtaine de membres selon Le Parisien, L'Humanité etc., ce groupe promet une rentrée sous le signe de la colère. On retrouve un appel à « en finir avec la casse sociale de Macron et Bayrou. Assez des cadeaux aux riches, assez que ce soit toujours les mêmes qui paient. » Par ailleurs, qu'ils nous soient permis de faire digression. Dans la métallurgie, à l'usine, en blaguant à la pause avec les copains, on disait : « C'est qui qui paie ? C'est nous qu'on paie ! ». Aujourd'hui, la droite et l'extrême-droite s'approprie un fameux Nicolas qui paie pour tout le monde et qui est donc contre les assistés, les migrants…, les retraités qui en ont bien croqué pendant les Trente Glorieuses…D'ailleurs, les Trente Glorieuses, c'était pour qui ? Les ouvriers qui bossaient à la chaîne avec des gestes répétitifs, les milliers de pay-

sans qui avec l'exode rural se retrouvaient à l'usine…pas très glorieux pour les ouvriers tout ça. Par contre, pour les patrons, c'était Byzance. Les Trente Glorieuses, c'était aussi la guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie etc.

Alors c'est cette colère contre le gouvernement qui a ressurgi après l'annonce du budget. Comme l'indique le collectif : « le gouvernement sacrifie nos droits : deux jours fériés supprimés, coupes massives dans la santé, gel des retraites, suppression de milliers de postes publics. Ce plan injuste frappe les plus fragiles et détruit nos services essentiels. » En y ajoutant l'écologie à la ramasse, tout est dit.

Et le gouvernement Bayrou commence à s'inquiéter. Mais si la mobilisation ne commence pas en septembre, elle pourrait bien prendre en octobre ou novembre, mois plus propices aux grèves. Car le monde du travail doit prendre sa part, en cas de mobilisation populaire. CQFD.

Victor (GLJD)

LA JEUNESSE, VOUS NE SEREZ PAS LEUR CHAIR À CANON

La modification du collectif non au SNU en « collectif contre la militarisation de la jeunesse » entre dans une nouvelle phase. Voilà le texte grosso modo qui sera présenté dans les médias :

« Créé il y a cinq ans, le collectif national Non au SNU a été un outil utile pour informer et pour lutter contre le SNU et ce qu'il représente. Il a permis de faire entendre sur le plan national, malgré le relatif silence des grands médias, la voix de ceux et celles qui combattent le SNU et sa logique de militarisation de l'école. Il a contribué à ce que de nombreuses actions d'information et de sensibilisation soient engagées au niveau local.

Le projet SNU de Macron est en échec. Mais cela ne signifie pas un renoncement de celles et ceux qui veulent militariser la jeunesse. La généralisation du SNU, sous ce nom ou sous un autre, demeure leur perspective. La militarisation de l'école, de l'éducation, de la jeunesse est l'outil privilégié qu'ils et elles se donnent, et nous devons nous y opposer. Notre collectif devient « collectif national contre la militarisation de la jeunesse ». Cela inclue la question du SNU, mais va au-delà, notamment à travers tout ce qui concerne la militarisation de l'école.

Il en est ainsi de la « Journée Défense et Citoyenneté », obligatoire à partir de 16 ans. Cette opération de propagande pour l'armée sera renforcée à compter de septembre 2025 : lever des couleurs, Marseillaise, charte des droits et devoirs du citoyen français, port d'armes; autant d'artifices destinés à faire croire que la République confisquée par les capitalistes est au service de tous et toutes. Or, leur République, bâtie sur les massacres de la Commune de 1871, c'est celle des injustices sociales, des discriminations, du colonialisme, de la destruction de la Terre, etc.

Parallèlement, le gouvernement et le président de la République visent toujours à une militarisation accrue du Service national universel. Encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc. contribuent déjà à l'endoctrinement des jeunes ; leur objectif demeure que cela ne se limite aux seuls « volontaires ». Le refus du SNU, fondement initial de notre collectif, demeure d'actualité !

Avec cette « Journée Défense et Citoyenneté » au contenu toujours plus militarisé, l'Etat ne cache pas son intention de créer une passerelle directe vers l'enrôlement dans l'armée. Comme pour le SNU, la propagande vise à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, pas plus que de lutte contre tous les impérialistes ni de remise en cause du rôle de l'armée.

Le gouvernement dit : Il faut que les jeunes s'engagent. Mais c'est déjà le cas !

Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc.

Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager !

Le coup du père François

Le coup du père François : détrousser les pauvres à la déloyale.

Et oui, notre bon Bayrou entend faire porter les efforts du budget presque uniquement aux salariés, aux retraités, aux assurés sociaux et aux familles. A trop vouloir ponctionner la France qui se lève tôt, il en oublie les entreprises et les hauts patrimoines. C'est dire que la pilule austéritaire va avoir du mal à passer dans les classes populaires d'autant que ce n'est pas à nous de payer la dette de Macron, de Hollande et de Sarkozy.

Depuis 2017 notamment, Macron et ses gouvernements successifs ont baissé les impôts de 60 milliards par an. Ainsi la dette est arrivée en sept ans à une somme de 1100 milliards d'euros. Et on attend toujours le ruissellement promis par le président à moins que ce ruissellement n'était destiné qu'aux plus riches. De ce point de vue, il a bien réussi : mission accomplie de l'ex-banquier. Et toutes ces aides aux entreprises surtout les exonérations de cotisations sociales qui représentent plus de 70 milliards d'euros auxquelles on pourrait ajouter celles de 35 milliards à la fin du quinquennat de François Hollande. Et on nous parle du déficit de la Sécurité sociale ! Mais à qui en incombe la faute ? Aux gouvernements, aux politiciens.

Donc la dette ne sort pas du chapeau et se trouve bien être le fruit de politiques pro-patronales depuis bien longtemps. Aujourd'hui, on nous demande de payer leur dette.

Les grands patrons ont gagné des fortunes surtout depuis l'ère Macron et ils ne participeront qu'à la marge pour le rétablissement des finances publiques. Et le patronat va bénéficier de deux jours de travail non rémunéré pour chacun de leur salarié. Des salariés qui vont gratter gratos pour les patrons ! Et on parle de monétiser la cinquième semaine de congé payé. Mise en place en 1982 par la gauche dans l'élan de Mai 1981, élan qui n'a pas duré bien longtemps, cette mesure vise en réalité à contourner la question des bas salaires et à remettre en cause l'existence même de cette semaine de congés payés à terme. Et un nouveau tour de vis s'annonce dans l'assurance-chômage.

Bayrou prend vraiment les travailleurs pour des billes. L'année blanche verra le pouvoir d'achat des travailleurs baisser au regard de l'inflation, notamment l'augmentation des coûts de l'énergie et des produits de première nécessité et les prestations sociales ne seront pas revalorisées, où la protection sociale aussi sera réduite etc. L'année blanche, c'est un impôt déguisé. Les travailleurs notamment les plus précaires vont payer le désendettement. Rien de bien réjouissant.

Bayrou dans son diagnostic a oublié de nombreuses autres vérités en dehors de celles qu'il a étayées. Par exemple l'augmentation des inégalités depuis 2017 et l'explosion de la pauvreté qui y est associée. Les gouvernements successifs nous ressassent que « la France vit au-dessus de ses moyens ». Mais de quels moyens parle-t-on quand 20% des enfants vivent sous le seuil de pauvreté ? Quand 8,3 % des actifs en emploi sont pauvres et que 34,3 % des familles monoparentales survivent avec moins que le minimum ?

La pauvreté, c'est l'esclavage disait Bakounine. Cela se révèle à chaque période de l'histoire où la crise économique sévit. Bayrou pourrait renforcer les personnels hospitaliers, profiter de la baisse démographique pour améliorer le taux d'encadrement des élèves et baisser les effectifs par classe notamment en primaire.

Bayrou parle chiffres mais l'humain reste la variable d'ajustement où au final le vivant passe à la trappe. Ceux qui subissent les fermetures d'hôpitaux, de maternité, les classes surchargées, les mauvaises conditions de travail, l'effondrement des services sociaux comme l'aide sociale à l'enfance…, ceux-là sont les laissés pour compte d'un système qui organise la pauvreté. On n'est pas chômeur volontairement, on ne vit pas sous le seuil de pauvreté par choix, on n'habite pas un logement indécent par envie. Toute personne précarisée l'est par des mécanismes collectifs, des décisions politiques. La pauvreté, c'est la gangrène, on l'élimine ou on en crève. C'est le système capitaliste qui organise et permet la pauvreté. C'est le capitalisme qu'il faut abolir si l'on veut éradiquer la pauvreté.

Pour en revenir à la dette, la Cour des comptes rappelle qu'une large partie du déficit public s'explique par le choix du gouvernement de baisser les recettes fiscales. Des pistes semblent voir le jour dans les milieux politiciens de gauche: plusieurs économistes dont plusieurs prix « Nobel » d'économie, demandent à taxer davantage les ultrariches et mettre en place une taxe Zucman.

Est-ce vraiment cela dont les travailleurs ont besoin ? Bayrou a une lecture idéologique macroniste classique, avec des recettes classiques qui n'aboutiront finalement qu'à baisser la consommation des ménages, à renforcer la pauvreté, ce qui n'est pas glorieux, et au bout du compte à ne quasiment pas réduire le déficit public.

Pour les anarchistes, il y a un antagonisme irréconciliable entre le prolétariat et la bourgeoisie. La prospérité de la classe bourgeoise est incompatible avec le bien-être et la liberté des travailleurs, parce que cette prospérité exclusive n'est et ne peut être fondée que sur l'exploitation et sur l'asservissement de leur travail, et que, pour la même raison, la prospérité et la dignité humaine des masses ouvrières exigent absolument l'abolition de la bourgeoisie comme classe séparée.

Tout le reste n'est que pansement sur une jambe de bois.

Aux travailleurs de se mobiliser dès la rentrée de septembre pour faire plier ce gouvernement et les suivants.

Victor (GLJD)

P.S. : Il faut être amoureux d'illusions pour s'imaginer qu'un ouvrier, dans les conditions économiques et sociales dans lesquelles il se trouve présentement, puisse profiter pleinement, faire un usage sérieux et réel de sa liberté politique. Il lui manque deux petites choses : le loisir et les moyens matériels.

Les élections passent, les pauvres trépassent

Depuis 1905, tous les efforts de convergence des socialistes toutes tendances confondues ne le furent que pour aller vers une entente électorale. Le temps d'une élection, en attendant les suivantes, les divergences sont mises de côté, amoindries…avant le retour des inénarrables conflits de personnes et les disputes récurrentes de stratégie, de prise de pouvoir etc. L'unification des socialistes en 1905 a vu le courant allemaniste (révolutionnaires antimarxistes) se fondre avec les réformistes pour finalement être absorbé puis disparaître. Le Cartel des gauches de 1924, le Front populaire de 1936, les accords circonstanciels de gauche sous la Quatrième république, le programme commun qui mena à « la victoire » de la gauche en Mai 1981, la récente NUPES de 2022 et le Nouveau Front populaire de 2024…tous ces regroupements n'ont qu'une visée : la conquête du pouvoir par la voie électorale. Ces regroupements ne sont que conjoncturels, le temps d'une joute électorale où les ténors politiques se répartissent le gâteau : les postes, les subventions en fonction du nombre d'élus et de voix…en attendant les sempiternelles trahisons des promesses électorales (celles qui n'engagent que ceux qui y croient), les luttes fratricides pour obtenir davantage de parts du gâteau ou celles relatives aux leaders défaits…

Les résultats pour les travailleurs sont réduits à la portion congrue en cas de victoire de la gauche unie. La seule satisfaction réside dans le fait qu'avec les autres de droite et d'extrême-droite, ce serait pire. On a donc évité le pire. Les électoralistes ne votent plus pour mais contre quelqu'un. C'est inlassablement le même processus depuis plus d'un siècle pour les résultats désastreux que l'on connaît avec une extrême-droite aux portes du pouvoir. Mais c'est toujours la faute des autres.

Pour celles et ceux qui préfèrent déserter les joutes électorales, un champ des possibles s'ouvre. Des anarcho-syndicalistes, des écologistes, des partisans des alternatives concrètes, des anarchistes organisés ou non…peuvent mettre en commun leurs richesses de ressources d'idées et de pratiques. A condition de passer sur les querelles byzantines, de chapelles etc. et de s'atteler à construire un autre futur en faisant l'inventaire de ce qui a marché de par le passé ou de ce qui a échoué. Eviter les écueils et ne pas se faire récupérer par les partis politiques. C'est la culture de la confiance qu'il va falloir travailler avec les promoteurs et acteurs du mouvement social libertaire. Les anarchistes ont envie d'avancer mais ils ne le feront pas seuls au sein d'organisations spécifiques. Pour ce faire, dans le cadre d'une trumpisation des idées sur le plan international, d'une montée de l'extrême-droite en Europe et notamment en France, l'union (qui n'est pas unicité) devient pour le mouvement libertaire une nécessité. Mettre sous le boisseau le dérèglement climatique n'est pas une option.

L'écologie sociale et libertaire implique une mise en commun des savoirs faire des uns et des autres et des pratiques qui ont rencontré un certain succès. Celle-ci implique de même un antifascisme viscéral car il en va de nos libertés. Les libertaires peuvent participer à un vaste mouvement de contestation du capitalisme et entraîner d'autres per-

sonnes sur les bases du respect des droits de l'homme, la justice fiscale et sociale, la préservation des ressources et de l'environnement, la construction d'espaces axés sur l'humain.

Bien sûr, en tant que libertaires, le monde que nous souhaitons sera un monde sans Etat. Notre entente ne peut inclure les partis politiques, les organisations policières et militaires, les églises. CQFD.

Victor (GLJD)

PS : Pas de trêve estivale pour les guerres et les meurtres à grande échelle. De l'Ukraine à Gaza, en passant par l'Iran, la Syrie, la RD Congo, le Soudan, le Tibré, l'Inde et le Pakistan…et on en oublie certainement, la guerre est présente partout dans le monde, cela sous les yeux d'institutions internationales qui regardent passer les trains ou plutôt les missiles, sans broncher réellement. Israël a ouvert d'autres fronts au Moyen Orient: Liban, Iran, Syrie… Et à tout moment l'embrasement guette et menace. C'est une véritable poudrière. En Corée, à Taïwan, les conflits civils ou frontaliers se multiplient et on ne sait ce qu'il va se passer.

En janvier 2025, la réélection à la présidence américaine de Donald Trump avait laissé planer le doute sur la résolution des conflits en cours. Celui qui avait promis de rétablir la paix dans le monde n'a fait qu'empirer la situation. Sans compter les dégâts occasionnés par sa taxation douanière et les aides supprimées.

La France, tout comme l'Europe elle-même, se réarme et augmente ses budgets militaires alors que François Bayrou fait la chasse aux économies. Cette surenchère guerrière a presque évincé d'autres enjeux non moins urgents, comme la lutte contre le réchauffement climatique, la transition écologique, les plans de licenciements, la pauvreté qui ne cesse d'augmenter…

La guerre ou la vie, les libertaires ont choisi : ce sera la vie.

Victor (GLJD)

Gestion des catastrophes ou quête d'autonomie ?

L'Église capitaliste, avec ses sacrements de croissance illimitée, d'extractivisme, de productivisme et de consommation compulsive, a réussi en quelques décennies seulement, depuis la grande accélération des années 1950, à piller et à épuiser d'immenses quantités de ressources, tant biologiques que fossiles et matériaux géologiques formés sur Terre au cours de millions d'années. Nous exploitons actuellement l'équivalent de 1,6 Terre pour maintenir nos modes de consommation actuels (l'extraction des ressources a triplé depuis 1970) et nous continuons de l'accroître. Par conséquent, chaque année, à l'échelle mondiale, nous brûlons davantage de combustibles fossiles – augmentant ainsi les émissions – pour obtenir moins d'énergie nette en raison de la quantité d'énergie déjà détournée vers son exploration, son extraction, son raffinage ou son transport.

Or, en Occident, nous externalisons la moitié de cette énergie, nous trompant nous-mêmes dans la comptabilisation de ces émissions. Nous avons inauguré une nouvelle ère d'expansion avec l'ajout (et non le remplacement) de sources d'énergie dites « renouvelables » (principalement les énergies renouvelables industrielles, qui étendent et renforcent le monopole des grands groupes énergétiques). Ainsi, les guerres pour des ressources de plus en plus inaccessibles se multiplient. Tout cela représente une nouvelle fuite en avant visant à alimenter une nouvelle phase d'accumulation du capital, verte cette fois, masquée par le mantra d'une prétendue transition énergétique. L'erreur est parfaitement compréhensible, même pour un mineur : la croissance infinie est impossible, et le capitalisme nous précipite dans l'abîme. Toute activité vitale consiste en deux mouvements, comme les marées, les courants ascendants et les courants descendants, comme la respiration : l'inspiration et l'expiration. Si nous inspirions constamment, nous exploserions, et si nous expirions constamment, nous nous noierions. L'évolution des sociétés est similaire.

Des sociétés plus inefficaces

La croissance exponentielle que nous avons connue après la Seconde Guerre mondiale a été rendue possible par l'introduction du pétrole brut de qualité, un carburant à haute densité énergétique qui a permis l'« oasis/interruption historique » de croissance exponentielle temporaire. Son taux de rendement énergétique, ou EROEI (un rapport complexe et difficile à mesurer entre l'énergie obtenue et l'énergie investie pour l'obtenir), est passé d'environ 100:1 avant 1940 à environ 8:1 aujourd'hui, tandis que les taux des énergies dites « renouvelables » sont estimés à environ 3:1 pour l'énergie photovoltaïque et 4:1 pour l'énergie éolienne, ce qui est insuffisant pour maintenir le même mode d'hyperconsommation qu'une société thermo-industrielle comme celle que nous quittons. De plus, la mise en œuvre de ces « fausses énergies renouvelables » consomme d'énormes quantités de matériaux géologiques et artificiels et de combustibles fossiles déjà de très mauvaise qualité pour produire en fin de compte de l'électricité, qui ne représente actuellement que 20 % de notre consommation et qui est en baisse constante dans l'UE depuis 2008. Par conséquent, elles ne pourront pas remplacer pleinement et continuer à soutenir, au moins à court terme, le modèle actuel de société thermo-indus-

trielle dans lequel les secteurs les plus dynamiques, nés à la lumière de cette oasis ou de cette anomalie historique, dépérissent.

Étant donné que le diesel/kérosène, en déclin, reste l'élément vital du capitalisme, indispensable au fonctionnement des transports longue distance, de l'aviation, des machines lourdes, du secteur agricole, de l'exploitation minière, des groupes électrogènes dans les zones sans raccordement électrique, etc., et que la production et le raffinage deviennent de moins en moins coûteux en termes d'énergie (EROI), nous connaîtrons dans quelques années un rationnement direct ou basé sur les prix plus intense que celui actuel, comme celui qui est déjà appliqué dans de nombreux pays du Sud, qui ne peuvent plus nous le concurrencer.

Et il n'existe aucune source d'énergie, aucun vecteur énergétique, aucun miracle qui puisse le remplacer. Avec 22 millions de voitures particulières et quelque 2,5 millions de véhicules utilitaires légers (moins de 3 500 kg) en Espagne, ce parc représente près d'un tiers de la consommation totale d'énergie primaire, et son déclin est non négociable.

Dans ce contexte, au-delà des promesses techno-optimistes – qu'il s'agisse d'hydrogène vert, de nucléaire de poche, de photovoltaïque par satellite, de géo-ingénierie océanique, etc. – qui, au mieux, ne seront pas applicables dans les décennies à venir, nous devons accepter que, si nous voulons continuer comme nous le faisons, il n'est plus possible de tout décarboner ; l'électrification de la majeure partie de notre mode de vie est devenue un conte de fées. Nous devons reconnaître qu'une fois arrivée l'ère de la fin de l'énergie bon marché, nous nous dirigerons vers un déclin continu de l'accès aux ressources énergétiques, aux minéraux, à l'eau, à la nourriture, etc. – bref, à tout ce que nous avons appris à avoir d'un simple clic, ou simplement à désirer, au cours des six dernières décennies. Un déclin parallèle de l'EROEI affectera tout, du confort de notre mode de vie impérial à, par exemple, les systèmes de santé qu'une société peut maintenir.

Contrôle de la situation : individualisme et violence ou coopération

Face à cette situation, les appareils d'État et leurs groupes satellites (des écologistes institutionnels aux syndicats traditionnels, en passant par toutes sortes d'associations opportunément soudoyées) ont embrassé avec ferveur le Green New Deal et le déploiement ultérieur de toutes sortes d'infrastructures industrielles en Espagne (essentielles pour réactiver la phase d'accumulation, désormais labellisée verte), ainsi que les promesses techno-optimistes salvatrices (continuer à consommer et à gaspiller les ressources pratiquement comme avant). Et tout cela dans une tentative infructueuse de continuer à profiter – au prix de la souffrance, de l'asservissement et de la soumission du Sud global déjà parmi nous – du mode de vie expansif dans lequel la majorité d'entre nous est encore immergée.

Parallèlement, certains symptômes montrent déjà que nous avons franchi suffisamment de limites planétaires pour mettre en péril notre survie en tant qu'espèce. L'un d'eux est celui des « nouvelles entités », inaugurant ainsi l'ère du plasticocène et l'imprégnation des produits chimiques et des micro- et nanoplastiques qui lui sont associés dans tous les organes du corps, assurant même leur transmission à ceux qui ne sont pas encore nés.

Ce type de recherche scientifique pose des problèmes majeurs et nécessite des solutions radicales si nous voulons garantir notre existence. Si elle n'est pas détournée par les grands groupes (ce qui est difficile aujourd'hui), elle est essentielle, mais elle ne sera pas prise en compte par le complexe industriel et les États, car accepter leurs recommandations remettrait en cause le modèle extractiviste et prédateur qui génère leurs profits. De notre côté, face à la crise mondiale, nous essayons de ne pas affronter la situation et nous nous dirigeons vers le précipice, sur un chemin pavé d'articles et de rapports scientifiques prédisant des situations catastrophiques. (à suivre dans le Libertaire de Septembre 2025)

Le mythe démocratique prend l'eau

Alors qu'Israël invoque une guerre préventive pour attaquer l'Iran, alors qu'Israël qui mériterait le qualificatif d'Etat paria continue son œuvre de destruction massive à Gaza, Nétanyahou remercie Trump et lui décernerait même le prix Nobel de la paix. Le crétin Trump aime toujours être flatté mais comme dans la fable, tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute.

La guerre préventive est interdite et condamnée par le droit international. Israël se moque bien du droit depuis le temps qu'il y déroge. Nous sommes dans le temps présent, celui qui a la plus forte force de frappe ; c'est la loi du plus fort, la loi des armes. Le droit international ne sert plus à grand-chose, CQFD.

En attendant, l'Iran a maintenant toutes les raisons d'acquérir la bombe nucléaire, ne serait-ce qu'à titre dissuasif comme bien d'autres pays et face à Israël qui fait le ménage et le gendarme au Moyen-Orient.

En Cisjordanie, les colons qui se réclament des ministres suprémacistes d'extrême-droite continuent leurs provocations et exactions bien qu'au regard du droit international, toutes les occupations juives en Cisjordanie occupée soient illégales. Mais là encore, les Israéliens s'assoient sur le droit international. Le droit international n'engage que ceux qui y croient.

Un peu comme pour les massacres à Gaza, la communauté internationale regarde en spectateur impuissant. Tous les jours, des Palestiniens périssent sous les bombes de Tsahal quand ce n'est pas sous l'arme de la faim.

Aux Etats-Unis, c'est à un autre spectacle auquel on assiste : les tribulations d'Elon Musk contre Trump. Utilisé par Trump, Elon Musk s'est rendu impopulaire en faisant le sale boulot de Trump. La brutalité des méthodes employées quand il était à la tête du Doge (efficacité gouvernementale qui a sabré dans les effectifs de fonctionnaires notamment), le pénaliseront durablement, lui et sa Tesla. Bataille d'egos ! Et Musk annonce la création d'un autre parti politique et indique qu'il dénoncera tous les élus qui ont trahi leurs électeurs. Du pain sur la planche !

Pendant ce temps, le Texas n'en finit pas de compter ses morts et ses disparus. Plus de cent morts, dont une trentaine d'enfants, dus à la montée subite des eaux du fleuve Guadalupe. Des centaines de personnes évacuées. Tout cela à l'heure où Trump a licencié des centaines d'employés de l'agence météorologique et qu'il prévoit de diminuer d'un quart le budget de la National Oceanic and Atmospheric Administration en 2026.

Les scientifiques s'inquiètent d'un monde en réchauffement avec ses conséquences dramatiques aux niveaux humain et matériel. Et pendant ce temps, les scientifiques sont dans le collimateur de Trump, toujours bêtement climatosceptique. Pourtant tout le monde s'accorde à prédire que le dérèglement climatique avec ses inondations, ses incendies, ses tempêtes, ses canicules, la montée des eaux etc. est une bombe à retardement.

A croire que les politiciens dans leur ensemble préfèrent les bombes qui rapportent financièrement. Mais la crise climatique peut ruiner des récoltes, les inondations peuvent réduire à néant un secteur géographique et de fil en aiguille, ce sont les assurances, le secteur immobilier et bancaire…qui se trouvent en instabilité car les marchés sont versatiles et interconnectés.

Mais cela ne préoccupe guère Trump qui vient de faire voter sa loi budgétaire, ce qui va entraîner entre autre une baisse d'impôts pour les plus riches mais aussi une baisse de l'aide médicale pour les plus pauvres et les classes moyennes. Une douzaine de millions d'Américains pourrait perdre toute couverture médicale. Sans compter que sous couvert d'intérêts économiques antagoniques , Robert F. Kennedy Jr, limoge tous les experts d'un comité sur les vaccins en pleine épidémie de rougeole.

L'argumentaire de Kennedy étant de dire que la vaccination doit être un choix individuel alors qu'une couverture vaccinale d'ampleur protège les gens. Robert Kennedy Jr est en réalité le relais de nombreuses théories du complot sur les vaccins (Covid-19 mais aussi ceux qui ont de prétendus liens entre vaccination et autisme, notamment par le biais de l'organisation Children's Health Defense, qu'il a cofondée. C'est dire que le secteur de la santé aux mains d'un tel énergumène peut très vite dérapé.

Avec des gens comme Trump au pouvoir, on voit que le mythe démocratique n'a plus aucun dynamisme. Biden a bien essayé de revernir « la démocratie » mais Trump l'a supplanté dans l'opinion puis dans les urnes. L'esprit patriotique est exploité pour maintenir en vie une réalité qui est en train de disparaître et qui risque de n'avoir bientôt que la foi pour seule base.

Les anarchistes ont une lecture différente de celle des marxistes en ce qui concerne la lutte de classe. Les communistes autoritaires ont toujours fondé leur action et leur influence sur la mystique du prolétariat, la classe créatrice qui porte l'avenir en elle et est destinée à reprendre l'héritage de la bourgeoisie et à exercer le pouvoir en attendant la future abolition des classes et de l'Etat.

Les socialistes libertaires ont toujours préféré fonder leur propre action non sur la classe, qui est transitoire, mais

sur l'homme, qui est éternel, sauf destruction nucléaire soudaine de la planète.

Luce Fabbri analysait la situation ainsi : « Objectivement, les privations économiques des producteurs, l'injustice de leur condition inférieure, la puissance inconnue qu'ils ont entre leurs mains, faisaient et peuvent encore faire de la classe ouvrière le facteur décisif dans la lutte contre l'exploitation. Mais quand on crée le culte du prolétariat, quand on se fonde sur la faim de pouvoir qui est en l'homme, et donc aussi chez les travailleurs, pour promettre une chose aussi impossible que la dictature du prolétariat destinée à porter au pouvoir une bureaucratie de parti, ce qui était seulement une atmosphère favorable à l'action révolutionnaire et directement intéressée par elle, se transforme en une entité abstraite, en une idole politique qui perd sa vie réelle et reste rigidement immuable par la caste de ses prêtres. Et du coup, la réalité change. Quand la lutte au nom de l'idole se rapproche de sa phase aiguë, la base solide, réelle de cette superstructure religieuse n'existe plus. Le capitalisme se meurt, et le prolétariat avec lui. »

Aujourd'hui, des millions d'hommes vivent dans des pays de filiation marxiste, d'autres dans des pays illibéraux. Certains autres aspirent au fascisme qu'il soit brun ou islamiste mais nombreux aussi sont celles et ceux qui rêvent d'un autre futur libertaire. C'est cette utopie que nous voudrions pour l'humanité. Pour nous autres bien sûr mais pour les autres aussi parce que notre liberté ne s'étendra que par celle des autres.

Goulago (GLJD)

Fidèles à nos fondamentaux anarchistes

Les anarchistes ont de tous temps été sensibles aux injustices sociales, aux inégalités et aux iniquités raciales (Elisée Reclus, Lucy Parsons etc.), ces questions sont au fondement même de l'anarchisme. Certains wokistes rejettent le principe de lutte des classes sous couvert que la lutte de classes est systématiquement opposée à 'l'intersectionnalité'. Curieuse façon d'articuler toutes les luttes…surtout celles liées à l'exploitation patronale.

Nous avons toujours pensé au Libertaire que toutes les luttes font progresser l'idée libertaire : antimilitarisme, écologie, féminisme etc. Mais la lutte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression ne peut avoir d'efficacité que si elle est globale. Les groupes libertaires font de la propagande (dans les syndicats, par les écrits dans les journaux, brochures, livres, chansons, spectacles, films etc.)

Les exploités ont des intérêts communs et toutes les oppressions sont condamnables.

L'antipatriarcat post-moderniste et la propagande Trans semblent avoir le vent en poupe à l'extrême-gauche où le genre est devenu le prisme de tout échange. Tous les compagnons hommes hétérosexuels sont-ils des salauds ? N'ont-ils pas tous quelque chose à se reprocher ?

Idem sur la question de la religion, on constate une sorte de laxisme dans le mouvement libertaire où la rigueur intellectuelle ne serait plus de mise. Au Libertaire, nous avons toujours gardé nos fondamentaux, il suffit de lire les articles de notre site et de notre mensuel. Nous n'avons pas changé, nous sommes athées et nous considérons toutes les religions comme liberticides. Nous sommes des militants rationalistes. La croyance en Dieu, c'est-à-dire en un être placé au-dessus de nous et qui nous est supérieur, est une aliénation. Être anarchiste, c'est être opposé à l'aliénation économique du capital, à l'aliénation politique de l'État et l'aliénation religieuse de Dieu. Et si vraiment dieu existait, il faudrait s'en débarrasser !

Certains anarchistes accepteraient même l'adhésion de croyants dans l'organisation libertaire. Nous avons toujours fait le distinguo entre l'organisation spécifique anarchiste qui est affinitaire et anticléricale, et le syndicat qui regroupe les exploités et opprimés sans distinction de croyance. C'est d'ailleurs ce qui prévalait dans la CGT des origines et notamment dans la Charte d'Amiens. Au Havre, à la CNT, nous n'avions aucune difficulté à militer avec des camarades musulmans ou juifs à condition qu'ils respectent nos convictions athées. Au syndicat, on ne connaît que des exploités et on est syndiqué sur des bases de classes contre l'Etat et le patronat. La religion, on s'en fout.

Faire une exception pour l'islam sous prétexte que ce serait la "religion des opprimés", et qu'à ce titre on n'aurait pas le droit de critiquer celle-ci, c'est d'une idiotie confondante. La religion musulmane opprime comme toutes les autres religions. Notre sympathie va aux femmes qui se

battent contre le port du voile comme en Iran mais aussi ailleurs et il n'est pas question de soutenir et défendre les femmes qui veulent porter le voile pour les compétitions sportives ou se vêtir d'un burkini pour aller à la piscine.

C'est dans ces périodes de recul de la véritable liberté, du recul des luttes sociales et en même temps de l'imprégnation religieuse dans de plus en plus d'esprits qu'il faut affirmer clairement nos principes.

Que le gouvernement israélien massacre les Gazouis comme de vulgaires fascistes, que des musulmans violent des milliers de femmes au Tigré occidental (entre 2020 et 2022, 120 000 femmes ont été violées), que l'église catholique ait couvert nombre de prêtres pédophiles…c'est encore et toujours la religion qui opprime notamment les femmes et les enfants.

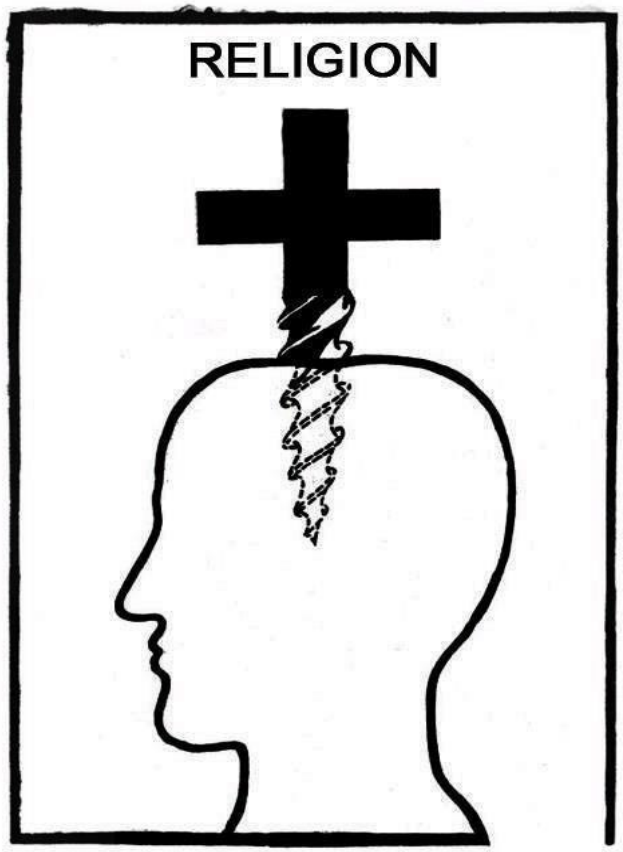
Pour nous autres anarchistes, l'heure est venue de se décentrer pour mettre à bas le capitalisme, de réveiller les consciences pour imaginer une société émancipée, de liberté, d'entraide avec une égalité économique et sociale à la clef. Ainsi qu'une défense active de la planète. Une société sans aliénation, sans domination ayant vaincu la servitude volontaire des individus par son imaginaire et son intelligence collectif.

La pensée libertaire invente, met à jour, explore et projette des possibles comme le disait David Graeber, dans une rupture entre un présent fossilisé et un autre futur.

Nous refusons de légitimer tout pouvoir et nous voulons proposer une alternative qui remplacera le vieux monde existant.

Socialisme libertaire ou barbarie, car aujourd'hui nous sommes tous et toutes contaminés aux Piffasses (PFAS) et aux métaux lourds, le totalitarisme étatique progresse partout dans le monde et le capitalisme prédateur continue de détruire la planète. Sauf réaction de notre part, sauf si nous prenons des initiatives pour inverser la tendance et faire quelque chose d'inédit.

Goulago (GLJD)



Pauvreté systémique

Dernier chiffre de l'INSEE pour la pauvreté en France: 15,4% de la population pour l'année 2023. Sachant que la pauvreté et les inégalités progressent en France, on peut revoir ce chiffre à la hausse pour 2025. Triste bilan de l'ère macronienne. Dix millions de pauvres, soit pratiquement un Français sur six. Certains avancent le chiffre de douze millions de pauvres. Mais n'allez pas chercher les pauvres chez les politiciens. La pauvreté, c'est le fonds de commerce de tous les politiciens de gauche comme de droite. La pauvreté, ce n'est pas pour eux. Depuis des décennies les politiques publiques de lutte contre la pauvreté ont été incohérentes, juste des fabriques à peur. Et cerise sur le gâteau, 650 000 personnes ont basculé dans la catégorie des pauvres en une seule année. C'est donc le résultat de la politique gouvernementale qui est en jugement. Les plus riches de plus en plus riches et les plus pauvres de plus en plus pauvres. Quand nous dénoncions la réforme de l'assurance-chômage de 2021 qui conduisait à davantage de pauvreté, et bien nous y voilà. Merci les patrons, merci Macron. Quand depuis des années, nous disons que les temps partiels subis notamment par les femmes mènent à la pauvreté, et bien nous avions raison d'autant que les familles monoparentales sont durement touchées. Quand les économistes mettent en garde en disant que l'inflation est un impôt sur les plus pauvres, celle de 2023 à 5% en est l'illustration.

Mais la pauvreté, c'est aussi le mal logement, la ghettoïsation des quartiers et le décrochage scolaire. C'est aussi la mal bouffe. La pauvreté pèse aussi sur les soins car la santé coûte de plus en plus chère. L'énergie aussi et les gens sont contraints de choisir entre se chauffer, se soigner, ou manger deux repas par jour. Et on ne parle pas des micro-entrepreneurs qui ont des revenus

faibles aujourd'hui, une couverture sociale faible d'où de futures retraites infimes, ce qui laisse augurer de lourds problèmes de pauvreté dans les années à venir. Bayrou a laissé entendre que pour résorber le déficit budgétaire, il envisageait une année blanche. Cela se traduirait par une augmentation de la pauvreté et une baisse de la consommation qui impacterait l'économie dans un sens négatif. Qu'ont-ils en tête ?

Alors que les revenus des plus riches augmentent et que le patrimoine notamment immobilier augmente encore davantage, n'est-il pas temps de ponctionner ceux qui ont beaucoup d'argent quand tant de pauvres souffrent. D'autant que les milliardaires ont des taux effectifs d'imposition plus faibles que ceux du contribuable moyen.

Combien de milliards ont-ils été donnés aux entreprises (CICE…) sans contrepartie, sans évaluation…n'est-il pas temps de donner un coup de rabot à ces aides qui n'ont au final rien prouvé de probant. Sauf à satisfaire les actionnaires.

Voilà des pistes pour combler les déficits des comptes publics.

Mais les politiciens à la solde du patronat font du lobbying à l'envers.

En réalité, le capitalisme a besoin de chômage c'est-à-dire d'un volant de main d'œuvre suffisant ou autrement dit un réservoir de travailleurs sans emploi afin de peser sur les salaires. Ce même capitalisme a besoin d'un certain degré de pauvreté pour maintenir la dépendance sociale du chômeur, du jeune et du salarié. La pauvreté fait peur et les travailleurs dans cette configuration sociale évitent de bouger, de manifester d'autant que les plans de licenciements vont bon train. L'heure n'est pas à la revendication. Dommage !

Pourtant supprimer le capitalisme, c'est supprimer en partie le problème de la pauvreté.

Les anarchistes prônent l'égalité économique et sociale. Ne pas essayer cette voie, c'est faire perdurer la pauvreté voire l'accentuer.

De la même manière que la détérioration du climat est un phénomène systémique et non une simple variation cyclique, donc l'aboutissement d'une logique économique, la pauvreté relève d'une même logique capitaliste systémique.

Le capitalisme est désinvolte vis-à-vis de l'avenir de l'humanité tant qu'il peut faire profiter une minorité de nantis. Les souffrances des pauvres, les problèmes de santé et de logement des plus vulnérables, il s'en fiche. L'accumulation des faits et des données rend notre sentence impitoyable : il faut supprimer le capitalisme.

Micka (GLJD)

15 juillet: Bayrou l'entourloupeur

La somme est conséquente quand on songe aux petits 40 milliards que recherche Bayrou pour boucler son budget. Elle représente « le premier budget de l'État », financé sans aucun contrôle sur son utilisation. Les entreprises ont bénéficié en 2023 de 211 milliards d'euros de subventions, aides fiscales et allègements de cotisations sociales en France, a calculé la commission d'enquête du Sénat. Et à cette somme nous pourrions ajouter les aides versées par les communes et leurs groupements, ainsi que celles versées par les régions (estimées à 2 milliards d'euros selon leur association) et les aides versées par l'Union européenne (leur montant pouvant atteindre jusqu'à 10 milliards d'euros). Ces sommes donnent le tournis d'autant que les « PSE », les plans de licenciements sont nombreux et rien ne semble arrêter leur inexorable progression.

Devant le scandale de toutes ces aides attribuées selon des dispositifs plus ou moins clairs et avec les résultats que l'on connaît, un rapport annuel sur le suivi des aides publiques a été demandé.

La première interrogation de ce rapport porte sur l'estimation du coût global pour les finances publiques des aides publiques. Selon Public Sénat « Face au manque de données fines à la main du gouvernement, la commission livre son propre calcul du total des aides publiques d'État versées aux entreprises. Selon son agrégat, pour l'année 2023, elles atteignent au moins 211 milliards d'euros, un montant qui comprend les subventions d'Etat, les aides versées par Bpifrance, les dépenses fiscales ou encore les allègements de cotisations sociales. ». Mais ces aides et subventions déguisées prennent une dimension particulière lorsque l'on voit ce que le Premier ministre, François Bayrou, vient de nous concocter comme mesures austéritaires pour 2026. La commission sénatoriale préconise donc de « rationaliser les aides publiques aux entreprises en divisant par trois le nombre de dépenses fiscales et de subventions budgétaires aux entreprises d'ici 2030 », mais également de « poursuivre la réflexion sur l'efficacité des allègements de cotisations sociales par secteurs d'activité ». Ces dernières ont atteint près de 80 milliards d'euros. Mais si les caisses sont vides, c'est le fait de ces dirigeants qui ont, mandat après mandat, asséché les recettes tout en orientant une large part de l'argent public vers le soutien aux entreprises. Les entreprises se gorgent

de milliards d'aides alors que les services publics sont à l'os et que les dépenses militaires prennent le pas sur toute autre considération.

Ce qu'il nous faut c'est dissiper le flou général qui entoure les aides publiques distribuées aux entreprises dans une période où les plans de licenciements s'accumulent, et où les dividendes distribués par le CAC 40 battent des records à la hausse. A quoi ont servi toutes ces aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants ? Qui s'en est mis plein les poches ? Qui a autorisé une telle gabegie ? Pour quels résultats ?

Mais nous connaissons déjà les réponses. Ce ne sont pas les travailleurs qui récupèrent les dividendes de ces aides. Ni les chômeurs qu'on assomme de plus en plus. Ni les jeunes qui deviennent de plus en plus précaires. Avec une pauvreté qui s'accroît en France : 10 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Et le gouvernement veut encore nous ponctionner.

Deux poids, deux mesures. Et les annonces de Bayrou ce 15 juillet 2025 ne sont pas faites pour nous rassurer et nous confortent dans le fait que les inégalités ne sont pas prêtes de s'estomper avec les mesures préconisées.

Suppression de deux jours fériés : les travailleurs et les commerçants seront pénalisés. Un fonctionnaire sur trois partant à la retraite ne sera pas remplacé : les services publics qui manquent déjà de main d'œuvre vont continuer à se dégrader. C'est l'augmentation des contractuels qui est programmée.

Selon le credo sarkozyste, il va falloir faire en sorte que ceux qui veulent travailler davantage puissent le faire. Travailler plus pour gagner plus. Mesure qui peut être populaire mais qui ne change en rien la nécessaire revalorisation salariale et l'augmentation du point d'indice dans la Fonction publique. Cette doxa ne diminue en rien le chômage, au contraire.

Ce qui était avancé par les médias bien en cour se concrétise. On s'achemine vers une année blanche en 2026, où les prestations et les barèmes ne vont pas augmenter. « Toutes les catégories de Français sont concernés. » Les dépenses vont donc rester au niveau de 2025.

Et comme les mensonges ne sont jamais loin, d'un côté Bayrou affirme que « Les retraites ne vont pas baisser, elles seront maintenues au niveau de cette année. » Aucune revalorisation du traitement des fonctionnaires n'est prévue l'année prochaine. « Le barème de l'impôt sur le revenu sera laissé tel quel. »

Mais d'un autre côté Bayrou entend s'attaquer aux niches fiscales et veut faire coup double avec les retraités. Il cite notamment l'abattement « pour frais professionnels » de 10% sur les pensions pour l'impôt sur le revenu. « Mais il ne faut pas toucher les petites et les moyennes retraites. » Sans préciser ce que recouvre une retraite moyenne.

Sur les arrêts maladie, « les contrôles sur ceux de plus de 18 mois ont montré que plus de 50% d'entre eux n'étaient plus justifiés ». Plutôt que d'imposer au patronat et à l'Etat de meilleures conditions de travail pour les salariés, on s'attaque aux médecins qui délivreraient des certificats de complaisance. Exit le harcèlement, la compétition entre travailleurs au boulot, les cadences, le stress etc.

Et puis d'asséner » : « les affections de longue durée (ALD) », qui concernent 20% de la population française coûtent cher : « La santé ne peut pas être un marché où les consommateurs sont sans limites. » Une réforme est donc prévue à ce niveau, avec par exemple la fin du remboursement à 100% de certains médicaments. Les personnes atteintes d'un cancer ou en rémission apprécieront. On avait déjà entendu des gros porcs de députés ricaner suite à l'intervention d'une femme atteinte d'un cancer lors du vote de la loi Duplomb à l'Assemblée nationale. Maintenant c'est le Premier ministre qui fait preuve de cynisme.

Ce n'est plus possible de rester les mains dans les poches en attendant que les prochains coups pleuvent sans réagir.

Il faut exproprier les capitalistes, à commencer par les marchands de morts, et s'approprier leurs bénéfices pour embaucher dans les métiers d'utilité sociale : hôpitaux, écoles…, pour construire des logements sains, pour une écologie sociale et libertaire. La société doit être autogérée par les travailleurs eux-mêmes. Faute de prise de conscience en acte, nous nous ferons pressés comme des citrons avant d'être jetés comme des kleenex sans compter la guerre qui vient.

Micka (GLJD)

Toujours internationalistes, les anarchistes que nous sommes restons fidèles aux statuts généraux votés par le Congrès de Genève :

L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ;

L'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux, et pour l'abolition de toute domination de classe ;

L'assujettissement économique du travailleur au détenteur des moyens du travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude dans toutes ses formes : misère sociale, avilissement intellectuel et dé-

pendance politique ;

L'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ;

L'émancipation du travail, n'étant un problème ni local ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne et nécessite, pour sa solution, le concours théorique et pratique des pays les plus avancés ;

Tous les membres de l'Association reconnaissent que la Vérité, la Justice, la Morale, doivent être la base de leur comportement les uns envers les autres et envers tous les hommes, sans distinction de couleur, de croyance et de nationalité.

(cf la brochure, Bakounine « Vision anarchiste et syndicaliste »

Il est bon de rappeler quelquefois nos fondamentaux.

facebookPartager
TwitterTweet

Défendre ses conquis, c'est défendre la Paix

Les militaires se sont réjouis, il n'y en avait que pour eux. Les flonflons, la marseillaise, les drapeaux, les cocoricos et surtout le pognon. Macron, c'est le Gargamel qui bouffe les services publics et donne en contrepartie au complexe militaro-industriel.

Alors que la Loi de programmation militaire (LPM) prévoit déjà 413 milliards d'euros pour les armées entre 2024 et 2030, avec des augmentations budgétaires annuelles de 3 milliards, Macron va accentuer encore l'effort guerrier. Dans un contexte de finances publiques mal en point où Bayrou cherche 40 milliards pour réduire le déficit et la dette, le budget des armées sera sanctuarisé. Le budget de la défense est « sacré » ; on va bientôt nous ressortir le Te Deum.

« Défendons notre liberté », mais aussi « nos armées qui défendent notre liberté », dixit le président lors de son allocution le 13 juillet 2025. Le ton est donné : tout pour l'armée et chacun va devoir contribuer, surtout les travailleurs. Macron a la recette : « En tout état de cause, nous refusons que ce réarmement passe par l'endettement. Notre indépendance militaire est indissociable de notre indépendance financière. Il sera financé par plus d'activité et plus de production ». Lui, le spécialiste de l'endettement de la France avec son quoiqu'il en coûte et ses politiques économiques, nous explique en gros qu'il va falloir donner un coup de collier et travailler plus et plus longtemps. Et la défense de la patrie est convoquée : « Le salut de la patrie suppose que nous dépensions plus pour notre défense et que chacun prenne sa part de cet investissement ». Chacun devra prendre sa part ; on individualise les responsabilités. Mais qu'on ne s'inquiète pas, les dépenses militaires, l'économie de guerre seront « sources de richesses pour notre PIB, notre économie et notre territoire ». En gros, c'est un bon investissement. Et puis à la rentrée, Macron nous sortira du chapeau un projet pour la jeunesse. Il va nous ressortir un SNU new-look.

En attendant, le chef de l'Etat va renforcer le budget des armées avec 64 MILLIARDS D'EUROS à l'horizon 2027 et indique : »alors que nous avions prévu de doubler le budget d'ici 2030, nous allons le doubler d'ici 2027″.

En plus de la loi de programmation actuelle, Emmanuel Macron souhaite 3,5 milliards d'euros de dépenses supplémentaires en 2026 puis 3 milliards de plus en 2027… Au total, « nous consacrerons, 64 milliards d'euros pour notre défense en 2027. C'est le double du budget dont disposaient les armées en 2017 ». Les sommes sont astronomiques. Quand il s'agit de trouver de l'argent pour les retraites, la santé, l'école etc., c'est peau de balle. Par contre pour faire la guerre ou la préparer, on sort des milliards en veux-tu en voilà. Le ruissellement va encore profiter aux mêmes : les patrons.

Et la rémunération des militaires sera revue à la hausse. Les fonctionnaires eux se serreront encore la ceinture et les retraités seront mis à contribution. On connaît le refrain.

Macron se refuse à l'endettement donc il prépare l'austérité en demandant « l'effort de toute la nation pour la

défense de tous les Français ». Peu avant le discours présidentiel, le chef d'état-major Thierry Burkhard préparait déjà l'opinion publique à cette économie de guerre, en évoquant lui aussi la fameuse « menace russe ».

La guerre froide est terminée mais on nous réchauffe la menace russe. Déjà en 1981, juste avant l'élection de François Mitterrand, on brandissait la menace russe et les chars russes qui allaient entourer Paris en cas de victoire de la gauche…

Certes Poutine est un autocrate, peut-être même un maffieux. C'est certainement une ordure. On le voit agir en Ukraine avec ses frappes de drones et de missiles pour terroriser la population civile ukrainienne.

Mais la peur n'évite pas le danger. Si la Russie veut éradiquer quelques villes françaises en utilisant des armes nucléaires, elle peut le faire. La vie humaine pour les généraux russes n'a que peu de valeur. Alors pourquoi sacrifier nos services publics, nos conquis sociaux pour investir des milliards si ce n'est pour gorger de profits les actionnaires des usines de marchands de canon ou plutôt de mort.

L'Europe dépense déjà trop d'argent pour sa défense. Aller dans le sens de l'Otan dirigée de facto par Trump, c'est valider la stratégie du chaos de celui-ci. Le crétin Trump est versatile, ce n'est pas quelqu'un de fiable et se mettre dans les roues d'un tel individu, c'est manqué de jugement, de discernement et de perspectives.

Pacifistes et antimilitaristes, les libertaires continueront à prôner l'amitié entre les peuples. Si tu veux la Paix, prépare la Paix. Les travailleurs n'ont pas de patrie et n'ont aucun intérêt à guerroyer car ils seront toujours en première ligne de la future boucherie.

Briollet (GLJD)

Leur démocratie, ce sont nos futurs cancers

La loi « Duplomb » visant à « lever les contraintes au métier d'agriculteur » a été adoptée à l'Assemblée nationale par une majorité de députés : 316 pour, 223 contre. Les parlementaires ont majoritairement voté pour cette proposition de loi alors que la société civile, des syndicats paysans, des scientifiques, de multiples associations ont expliqué que cela représentait un danger pour la santé et la biodiversité. Ainsi l'acétamipride, ce pesticide de la famille des néonicotinoïdes, interdit depuis 2020 en raison de sa dangerosité pour les pollinisateurs, est réintroduit. Les apiculteurs, notamment, sont plutôt remontés et ce à juste titre.

Cette loi Duplomb ouvre donc en grand les vannes de la réutilisation de pesticides interdits depuis près de 10 ans, qui vont se retrouver dans nos eaux et nos sols. Nous venons d'assister au regard de la loi à une régression environnementale et sanitaire. Une véritable honte.

Le sénateur Duplomb et les élus ayant voté la loi font ainsi la part belle aux revendications de la FNSEA et de la Coordination rurale afin de protéger les productions de betteraves sucrières entre autres. « Cette loi est plus qu'écocidaire, elle instaure des mesures qui bousillent l'environnement, notre santé et notre outil de travail », réagissait Thomas Gibert, porte-parole de la Confédération Paysanne, en amont de la CMP. C'est dire que tous les paysans ne sont pas tous sur la même longueur d'onde. Par ailleurs les méga bassines vont être facilitées pour le stockage de l'eau, au profit d'une minorité qui vont pomper les nappes phréatiques, un bien commun, pour une utilisation privée. Pour nous autres libertaires, l'appropriation d'un bien et les prérogatives qui en découlent sont la plus grande des injustices. Nous assistons à une véritable pression de l'agriculture intensive sur cette ressource vitale qui devient au fil des sécheresses rare. Elles sont considérées « d'intérêt général majeur » par les porteurs du texte. Une qualification qui allège les procédures d'obtention des autorisations. Et le tour est joué. Mais cette disposition est décriée par les syndicats défenseurs d'une agriculture durable, pointant du doigt le risque d'accaparement de l'eau par les plus grandes exploitations exportatrices. « Les méga-bassines ne profitent aujourd'hui qu'à la production de maïs exporté aux dépens de cultures vivrières qui pourraient être consommées localement », note ainsi Fanny Métrat, porte-parole de la Confédération paysanne. On dirait que la mobilisation à Sainte Soline n'a servi à rien face à l'agrobusiness.

Cette loi Duplomb va de même favoriser l'extension des élevages industriels, causes majeures de pollutions des eaux. Les algues vertes vont continuer à proliférer en Bretagne par exemple. À la fin de l'année 2026, des maxi-fermes pourront se soustraire aux contrôles environnementaux jusqu'à 85 000 volailles contre 40 000 aujourd'hui, et 3 000 porcins contre 2 000.

De reculades en reculades écologiques de Bayrou et Macron, les tenants de l'agriculture intensive donnent le « la » au gouvernement par un lobbying très efficace. Plutôt que de s'atteler aux enjeux de la préservation de la ressource en eau, d'une réelle transition du modèle productiviste vers une agriculture plus respectueuse des enjeux sanitaires et environnementaux, les députés, notamment ceux de droite et d'extrême-droite ainsi que le gouvernement ont cédé aux sirènes de l'agrobusiness qui va continuer à engranger de juteux profits au détriment de l'intérêt général.

On entend comme argument phare des gros agriculteurs : c'est nous qui vous nourrissons. Mais ce sont les ouvriers qui fabriquent les tracteurs, les moissonneuses batteuses et tout le matériel agricole. Sans ces machines, les petits bras des agriculteurs ne pèseraient pas bien lourd dans la production agricole. Et puis, combien coûte un tracteur ? Dans les 150 000 euros en moyenne. Quel ouvrier possède son outil de travail d'un tel montant. Nous ne mettons pas sur le même plan, le petit éleveur, le petit cultivateur et les pros de l'agrobusiness, les rupins de la condition agricole.

Des industriels peu scrupuleux, alors que les études scientifiques étaient imparables, ont continué à faire travailler des ouvriers au contact de l'amiante. Avec la mortalité ouvrière et les souffrances que l'on connaît.

Aujourd'hui, nous sommes dans le même cas de figure avec les pesticides et le cadmium. Que ce soit pour le climat ou l'utilisation des pesticides, les données sont claires, limpides et sans ambigüité. Les pesticides provoquent des cancers.

On nous dit que les anarchistes sont a-parlementaires mais une fois de plus, nous voyons des parlementaires voter contre l'intérêt général mais pour les faiseurs de fric, leurs commanditaires.

Alors que faire. Certains passent à l'action directe contre les méga bassines. D'autres dénoncent les députés qui ont voté la loi en donnant leur nom. D'autres encore vont porter plainte pour mise en danger de la vie d'autrui etc.

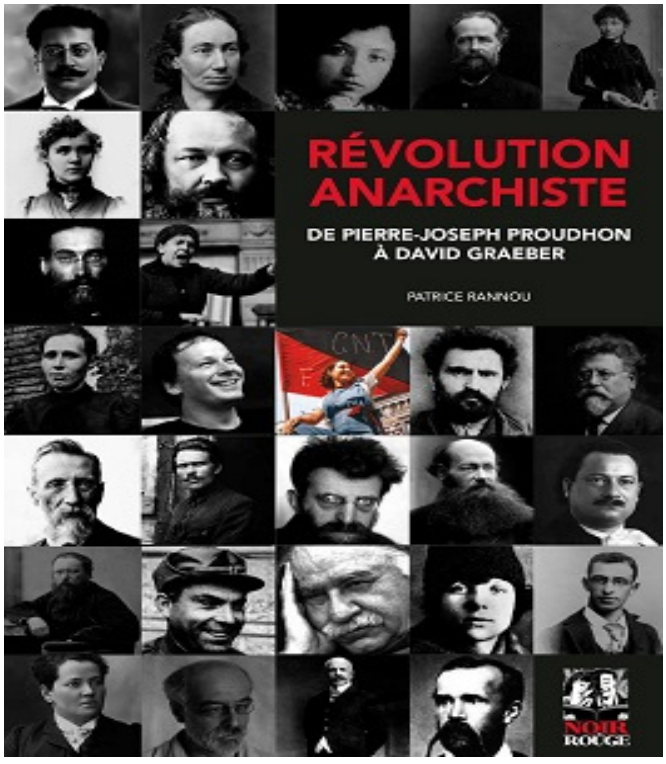
Mais il y a aussi maintes manières de faire pression pour éviter le pire notamment pour les enfants.

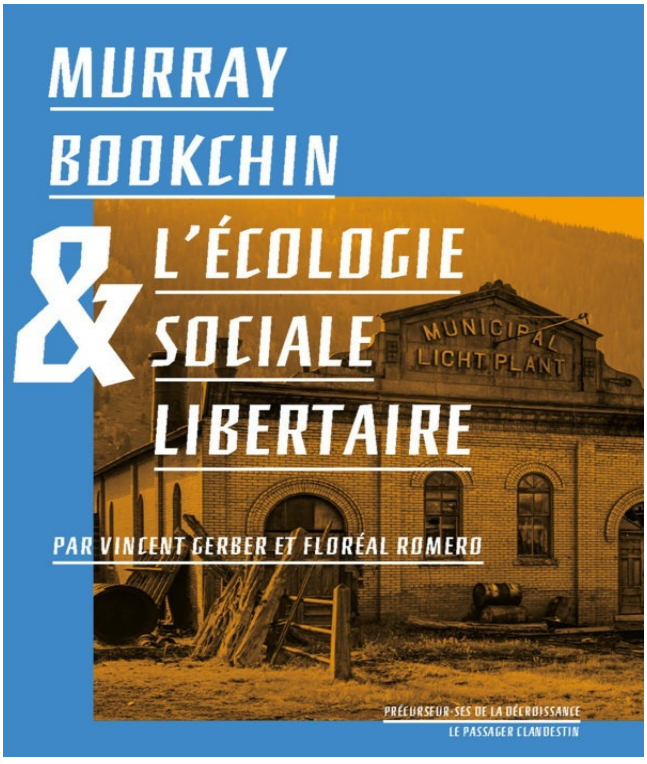
Quels agriculteurs utilisent les engrais phosphatés du Maroc ? Qui utilisent le blé et autres céréales gavés à ces engrais. Pour quelles productions de produits finis : farines, céréales etc. Pommes de terre, chips etc.

Voilà des campagnes de boycott à envisager avec les associations écologistes en dehors des politiciens auxquels nous ne faisons aucune confiance. Il nous faudra cibler les faiseurs de cancers et leurs affidés.

Leur démocratie, ce sont nos futurs cancers.

Goulago (GLJD)





Démofascisme

Suite du Libertaire de Juin 2025

L'approche elle-même est incongrue et constitue une attaque contre la logique. Si ces figures détiennent une autorité sur les individus qui composent la communauté, il est impossible qu'elles n'aient pas également autorité sur une assemblée composée de ces mêmes individus. Qu'est-ce qui empêcherait ces personnalités de décider d'emprisonner ou d'exiler leurs critiques ou leurs opposants ? De cette façon, l'assemblée pourrait être purgée de dissidents potentiels et transformée en un organe soumis et loyal à ce groupe au pouvoir. Au fil du temps, ce système de gouvernement évoluerait vers une forme de césarisme qui se produit aussi bien dans les régimes démocratiques que totalitaires, où une figure forte rassemble un groupe dirigeant de collaborateurs, tout en concentrant le pouvoir entre ses mains et en établissant un commandement direct sur la population en éliminant tout type d'obstacle ou de résistance. Max Weber l'a évoqué à propos des démocraties. Laureano Vallenilla Lanz, dans son Césarisme démocratique, a prôné ce type de système, tandis que le fascisme l'a adopté dans sa théorie et sa pratique politiques. Le marxisme-léninisme, pour sa part, a donné naissance au culte de la personnalité.

Le sauf-conduit des démofascistes de l'IR pour justifier leur dystopie totalitaire est toujours le même : le pouvoir démocratique est légitime, et lorsque le pouvoir n'est pas démocratique, il est autoritaire et, par conséquent, illégitime. Naturellement, du point de vue du système de valeurs qui définit l'anarchisme, le pouvoir, en tant que force coercitive utilisée pour gouverner les autres, est illégitime dans tous les cas en raison de sa nature coercitive, puisque l'anarchisme assume le principe de non-agression dans le modèle de société qu'il prône, sans exclure le droit à la légitime défense, tant individuelle que collective.

Les démofascistes de l'IR affirment ce qui suit: Partout en Occident, nous trouvons un anarchisme qui comprend que « toute organisation humaine génère du pouvoir », des rôles de pouvoir ou d'autorité parmi les participants. En cela, ils ont raison, mais ils sont incapables de faire la distinction entre un pouvoir démocratique légitime et un pouvoir autoritaire. Contrairement à ce que l'on pense, l'anarchisme ne considère pas que toute organisation humaine génère nécessairement du pouvoir, précisément parce que la conception du pouvoir qu'utilise l'anarchisme est celle de la coercition, de la force, de la violence physique. La violence n'est pas le facteur universel responsable de l'articulation de toutes les formes d'organisation humaine ; en fait, la réalité est exactement l'opposé : les organisations humaines sont généralement fondées sur le volontariat et l'accord, qu'il soit tacite ou formel. Une association mycologique, un club d'aviron, un club, un groupe d'amis, un syndicat, une coopérative, etc., sont des exemples de cette réalité car ils sont basés sur le volontariat, puisque personne n'est obligé d'y appartenir et leurs participants coopèrent entre eux sans avoir besoin de recourir à la violence.

En général, toutes les sociétés présentent des formes de coopération sociale volontaire, comme le reflètent les réseaux de solidarité auxquels Kropotkine faisait référence dans L'Entraide, ce qui reflète déjà que l'anarchie en soi n'est pas une utopie, mais quelque chose qui est présent dans la vie d'innombrables groupes humains et de nombreux individus, comme cela a été confirmé dans « L'anarchie n'est pas une utopie ». C'est le contraire des États-Unis, où nous sommes obligés d'avoir une pièce d'identité, de payer des impôts, d'effectuer notre service militaire, etc., car sinon nous sommes punis par des amendes, de la prison, etc. Prétendre que la violence est l'élément déterminant de toutes les relations sociales qui articulent une certaine forme d'organisation humaine est, en plus d'être erroné, totalement absurde et reflète la mentalité totalitaire de ce collectif démofasciste.

Les attaques des démofascistes contre l'anarchisme s'étendent également à la sphère économique. À cet égard, ils démontrent une énorme méconnaissance de ce qu'est la propriété privée lorsqu'ils affirment ce qui suit : « Bien sûr, aujourd'hui dans la rue, vous trouvez un anarchiste qui vous dit : « Pour l'abolition de toute propriété privée. » C'est un liberticide gros comme un pin. La petite propriété privée est légitime. Ce qui est illégitime, c'est la concentration, l'accumulation de la propriété privée. La vérité est que la propriété signifie que quelque chose appartient à quelqu'un parce que la loi le dit, et celui qui fait la loi est l'État. En fait, l'État, à travers sa législation, a créé la propriété privée pour collecter les impôts, étant donné qu'auparavant il existait différentes formes de propriété dans lesquelles il était impossible de déterminer qui en était le propriétaire, puisque personne n'avait de droits exclusifs sur un bien déterminé, comme c'était le cas avec les condominiums médiévaux, ce qui rendait difficile le travail de collecte des impôts pour le Trésor. C'est pour cette raison que l'État dispose d'un registre foncier qui lui permet d'identifier chaque propriétaire afin d'exiger le paiement des impôts. Si un propriétaire cesse de payer les impôts sur sa propriété, l'État la saisit et en fait ce qu'il veut. À qui appartient-il réellement ? C'est à cela qu'a servi la création de la propriété privée, de sorte que l'État a pris le contrôle d'absolument tout et, en même temps, a créé une oligarchie de grands propriétaires fonciers qui vivent dans son ombre. C'est pourquoi la propriété est un vol. Pierre-Joseph Proudhon l'a clairement indiqué dans son ouvrage Qu'est-ce que la propriété ? en clarifiant la

distinction entre propriété et possession. Dans l'anarchie, il n'y aurait plus de propriété, mais elle serait remplacée par la possession, qui s'appliquerait également à la sphère de la production économique.

Les infamies des démofascistes contre l'anarchisme s'étendent à une multitude de domaines. Rien de tout cela ne les empêche d'adopter des thèses sociales-démocrates, comme celle avancée par Karl Polanyi dans son ouvrage La Grande Transformation sur l'origine du capitalisme comme produit de l'État, alors qu'en réalité il s'agit d'une conséquence imprévue de la concurrence géopolitique internationale et, par conséquent, de la guerre et du militarisme dans le contexte de circonstances historiques et de développement technologique particuliers comme ceux de l'Europe moderne. Cela a déjà été largement expliqué dans « Le capitalisme : l'enfant bâtard du militarisme », dans « L'influence de la concurrence géopolitique internationale sur la formation du capitalisme », et bien plus tôt dans l'ouvrage de Werner Sombart Guerre et capitalisme, ainsi que dans l'article de Robert Kurz « Les armes et le capitalisme : la révolution militaire comme origine de la modernité ».

Le démofascisme pratique également la victimisation comme arme contre ses ennemis, et se plaint du manque de liberté d'expression alors que son modèle de société est, en raison de ses principes d'organisation, une tyrannie totalitaire dans laquelle il est difficile d'entrevoir la moindre lueur de liberté d'expression. Quelque chose que, après tout, les démofascistes eux-mêmes ont appliqué à l'espace IR, éliminant toute pluralité et étouffant toute critique, au point d'être aujourd'hui un espace sectaire livré aux théories du complot les plus délirantes. En pratique, les démofascistes de l'IR sont des libertiCides, revendiquant la liberté pour eux-mêmes tout en la refusant aux autres, surtout si quelqu'un exprime son désaccord avec leurs postulats. En fait, les démofascistes n'admettent pas la possibilité de désaccords, et lorsque ceux-ci se produisent, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de leur propre espace, ils les considèrent comme une attaque, ce qui reflète la mentalité totalitaire qui les définit. Ils utilisent la peur pour intimider leur entourage et susciter l'autocensure sous la pression de représailles telles que des accusations, des attaques personnelles, etc., comme n'importe quelle autre secte.

Le projet politique de l'IR propose donc essentiellement une société de mandat dans laquelle l'assemblée occupe une place centrale dans le contrôle, la surveillance et la régulation des relations sociales. En dehors de l'assemblée, tout est affaire d'obligations ; l'individu ne compte pour rien parce qu'il n'a aucun droit devant la communauté. Ce qui prime, c'est le collectif, le bien commun et, surtout, la volonté générale qui s'exprime par les majorités qui se forment dans l'assemblée. L'IR ne présente donc pas un projet civilisateur en proposant la violence comme principe organisateur de la société, comme le font déjà les États, ce qui est sans doute la chose la plus incivilisée qui existe. Inévitablement, cela empêche aussi toute transformation axiologique dans la mesure où sa prémisse centrale, la règle de la majorité, ne peut que contribuer à perpétuer tous les maux moraux inhérents aux sociétés étatiques : l'irresponsabilité, la méfiance, la haine, les tensions, le ressentiment, la concurrence destructrice, etc.

Conclusions

Sur la base de ce qui a été dit jusqu'à présent, on peut conclure qu'il existe une relation de continuité entre la démocratie directe et le totalitarisme, de sorte que ce système de gouvernement démocratique conduit à une société totalitaire sans État. Il convient de noter que le contexte technologique actuel pourrait être un facteur facilitant quelque chose de similaire en fournissant les moyens techniques permettant d'exercer le contrôle, la surveillance et la répression de la population.

La démocratie directe établit dans l'assemblée populaire souveraine les pouvoirs actuellement dévolus à l'État, et elle devient l'organe régulateur de toutes les relations sociales. La concentration du pouvoir est totale, tout comme son champ d'action, qui s'étend à toutes les sphères de l'existence humaine. De cette façon, la violence se propage dans tous les domaines et dans toute la société, tandis que l'individu se retrouve sans défense face à un pouvoir qui n'a pas de limites. Ce pouvoir illimité aplatit l'ensemble de la population et l'homogénéise en supprimant toutes les différences et toute hétérogénéité.

Certes, différents auteurs avaient déjà noté les liens entre démocratie et totalitarisme, mais ils n'étaient pas parvenus à établir une relation claire de continuité dans laquelle la première mène à une société totalitaire. C'est pour cela que le terme démofasciste reflète cette continuité et cette combinaison d'éléments qui semblent disparates mais qui partagent un fond commun comme la violence comme méthode d'organisation de la société, l'homogénéité sociale, l'absence de droits et de libertés individuelles ainsi qu'une extension illimitée du champ d'action de l'organe de décision politique et le communautarisme. Tout cela, il va sans dire, se combine avec des pratiques typiquement totalitaires comme les assassinats politiques, le lynchage et la terreur, en raison de l'absence de toute limitation du pouvoir ou de toute séparation de ses éléments constitutifs, de sorte que des questions comme l'administration de la justice deviennent une question politique, ce qui, avec l'absence de cours d'appel, porte atteinte à tout processus offrant des garanties aux justiciables, ainsi qu'à la primauté des règles préétablies et non au caprice politique d'une assemblée.
Bien que l'accent de cet article soit mis sur la démocratie directe, une grande partie de ce qui est présenté s'applique également à la démocratie représentative. En

fait, l'expérience historique montre comment certaines démocraties libérales ont évolué vers des régimes totalitaires, comme en témoignent les cas de l'Italie et de l'Allemagne. C'est pour cette raison que le terme démofasciste est le plus approprié pour désigner le contexte totalitaire que partagent les deux systèmes politiques. Dans le cas de la démocratie représentative, ce contexte est présent comme une possibilité latente dans l'ordre constitutionnel, tandis que dans la démocratie directe il constitue une réalité palpable sous la forme d'un système qui concentre tout le pouvoir dans une assemblée qui n'a pas de freins, et où l'individu ne compte pour rien parce qu'il manque de droits devant la communauté.
L'espace du RI constitue un exemple clair de démofascisme dans l'État espagnol, dont le projet politique suppose la mise en œuvre d'un modèle de société totalitaire dans lequel l'individu est condamné à la soumission permanente à l'assemblée, et où les mêmes structures étatiques oppressives survivent mais sont gérées par des amateurs. Son projet constitue une dystopie qui reproduirait bon nombre des problèmes déjà existants dans les sociétés étatiques, et avec eux les mêmes problèmes au niveau moral lorsqu'il s'agit d'un ordre fondé et soutenu par la violence comme méthode d'organisation.

Les démofascistes espagnols aspirent à établir une tyrannie totalitaire, ce qui revient en pratique à établir le modèle de société carcérale qu'ils prônent. Le développement de la justification idéologique de cette proposition, comme on l'a vu, n'est pas spécialement nouveau si l'on tient compte du fait qu'il reproduit les mêmes idées principales présentes dans la pensée politique de Rousseau, qui se combinent avec une incontinence verbale prononcée et histrionique. Ce qui est nouveau, c'est la combinaison d'éléments idéologiques disparates, qui conduit finalement à la question de savoir ce qu'il y a de spécifiquement fasciste chez les démofascistes ? Ou pour le dire autrement, quelles sont les caractéristiques du fascisme qui caractérisent cette secte politique ?

Les questions ci-dessus ont déjà trouvé une réponse en grande partie en clarifiant les éléments communs que partagent la démocratie et les systèmes totalitaires. Cependant, cela ne signifie pas qu'une contextualisation idéologique soit moins nécessaire en relation avec l'espace des RI de manière spécifique, qui constitue actuellement l'expression d'un phénomène politique plus large dans lequel se produit la convergence d'éléments idéologiques des pôles opposés du radicalisme politique dans le même discours et projet. Pour cette raison, le RI peut être classé comme faisant partie de l'écosystème du soi-disant pardisme rouge, un univers qui n'est pas nouveau, mais qui ces derniers temps a acquis une notoriété croissante en raison des changements qui ont eu lieu dans les espaces du radicalisme politique en conséquence de l'émergence des populismes de gauche et de droite dans la sphère institutionnelle. L'effervescence idéologique résultant de l'intégration d'idées disparates dans un discours unique implique une nouvelle logique politique qui n'adhère pas aux cadres analytiques conventionnels, mais qui maintient le contexte autoritaire typique des projets totalitaires du XXe siècle.
Ainsi, les éléments idéologiques qui constituent d'une certaine manière des traits typiquement fascistes et qui sont présents dans le discours des RI sont, d'une part, le culte du pouvoir sous la forme de l'assemblée populaire souveraine. D'autre part, le rejet de toute forme de pluralisme dans la société en prônant un modèle social homogène et fermé fondé sur un prétendu intérêt commun, lui-même lié à une certaine identité politique. A cela s'ajoute la concentration et la centralisation du pouvoir politique qui, n'ayant aucune limite en raison de l'absence de séparation des pouvoirs ou de droits et libertés individuels, intervient dans tous les domaines de l'existence humaine. En plus de tout ce qui précède, il y a d'autres éléments de son discours politique qui n'ont pas été abordés dans cet article et qui coïncident également avec le fascisme. Il s'agit d'ultranationalismes à base ethnique qui s'expriment dans une position idéologique xénophobe et raciste. Cet aspect du démofascisme espagnol requiert une analyse critique spécifique, mais il faut dire que cet ethnonationalisme se combine également avec l'adhésion à différentes théories du complot en relation avec les processus migratoires et les problèmes économiques et culturels auxquels ils sont liés. Il ne faut pas oublier que les fascismes, outre leur nationalisme ethnique, comme c'est le cas du nazisme, ont toujours eu tendance à recourir aux théories du complot comme caractéristique de leur propagande.

Enfin, les démofascistes espagnols envisagent le recours à la violence pour atteindre leurs objectifs, ce qui implique l'élimination des obstacles qui se dressent sur leur chemin. Cela prend la forme, du moins pour l'instant, de cibler les personnes considérées comme des ennemis de leur cause et d'inciter à la violence contre ces personnes et les groupes considérés comme hostiles à leurs intérêts.

Cela fait sans aucun doute des anarchistes des cibles potentielles pour leurs attaques futures, ce qui nécessite l'adoption de mesures préventives visant à empêcher, ou du moins à rendre difficile, la diffusion de leur propagande dans les espaces libertaires dans lesquels ils parasitent.

Il est donc essentiel de mener un travail d'information et de dénonciation publique de son discours. Cette tâche requiert des analyses critiques qui exposent grossièrement le contexte totalitaire de cette secte et son projet politique dystopique, en plus de réfuter ses idées et de les contre-argumenter. Tout cela constitue en même temps une opportunité d'expliquer l'anarchie comme une alternative à ce type de système despotique en proposant un modèle de société basé sur la liberté.

Esteban Vidal

L'appel aux principes

Publié initialement dans « I principii », L'Adunata dei Refrattari, New York, 13 juin 1936. Traduction de Pilar García Colmenarejo.

« Je confirme : je m'en fiche complètement de l'appel aux principes, car je sais que des opinions passent sous ce nom.

Cela est particulièrement vrai dans la sphère politique.

« Un homme sans principes », explique Max Sartin, « est un homme sans identité, prêt à adopter des attitudes différentes à chaque occasion, qui n'ont aucun lien entre elles, si ce n'est le caprice, la passion ou l'intérêt de celui qui les adopte. En politique, on appelle ces individus des caméléons ou des girouettes. »

Ayant milité pendant plus de vingt ans sous la même bannière politique, et n'ayant obtenu au cours de ce militantisme modeste mais non indigne aucun avantage autre que d'ordre moral, je ne me reconnais pas dans la définition citée plus haut.

J'ai des principes et parmi eux, il y a celui de ne jamais se laisser impressionner par l'appel aux principes.

Qu'est-ce qu'un principe ?

Le mot « principe » a trois significations fondamentales : une logique, une normative et une métaphysique ou objective. La troisième ne nous intéresse pas, mais il est utile de préciser quelques points sur les deux premières.

La première désigne une proposition générale dont découlent d'autres propositions secondaires et auxquelles elles sont subordonnées. Celui qui « part des principes » adopte le raisonnement déductif, le plus stérile et le plus dangereux. Celui qui part de l'examen des faits pour parvenir à la formulation de principes adopte le raisonnement inductif, seul véritablement rationnel.

Dans le second sens, le mot principe désigne une maxime ou une règle d'action, clairement présentée à l'esprit et énoncée dans une formule (principes moraux, religieux, politiques, artistiques, etc.).

Les anarchistes, explique Max Sartin, sont des individus « qui professent en commun certains principes fondamentaux strictement indispensables à la caractérisation de leur anarchisme. Ces principes – et rien d'autre – constituent les limites de leur identité anarchiste. Quiconque les répudie, totalement ou partiellement, peut aussi se qualifier d'anarchiste s'il le souhaite ; mais en réalité, il ne l'est pas. Les opinions personnelles de chaque anarchiste peuvent varier presque à l'infini sur un nombre infini de questions, mais tous les anarchistes ne le sont que s'ils sont pleinement d'accord sur un nombre restreint, mais extrêmement important, de problèmes fondamentaux. »

Il n'est pas facile d'établir quels sont les principes fondamentaux de l'anarchisme, car si toutes les théories anarchistes et toutes les écoles anarchistes étaient caractérisées par des conclusions anti-étatiques, la motivation de ces conclusions est philosophiquement variée, tout comme le sont les conceptions économiques et politiques d'une société libertaire.

Par exemple, le déni des lois est absolu dans l'anarchisme de Godwin, Stirner et Tolstoï, tandis qu'il n'est que relatif dans l'anarchisme de Proudhon, Bakounine, Kropotkine et Tucker.

La propriété est niée par Godwin, Proudhon, Stirner et Tolstoï, tandis qu'elle est affirmée individuellement par Tucker, collectivement par Bakounine et communistement par Kropotkine.

Pour presque tous les anarchistes, l'athéisme est un principe anarchiste, et pour moi, il ne l'est absolument pas. Pour presque tous les anarchistes, le déni de la loi est un principe anarchiste, et pour moi, il ne l'est pas. Et je pourrais continuer ainsi.

Je suis donc d'accord avec Max Sartin pour reconnaître que les principes sont quelque chose de plus pour un mouvement que des opinions individuelles, mais cela ne m'empêche pas de les considérer comme des opinions personnelles, choisies au hasard et qui ne peuvent être comparées à ce que sont dans les sciences expérimentales les « lois naturelles ».

La conservation de la matière et de l'énergie est un principe car, sur cette base, nous cherchons des équivalents pour chaque quantité de matière et d'énergie qui semble naître ou disparaître. Mais la matière et l'énergie sont-elles des réalités distinctes ? Et puisque ce principe n'est pas observé par tous les corps et toutes les énergies, sommes-nous sûrs qu'il soit vrai ? Ce principe nous apparaît donc comme une hypothèse. Or, ce principe a été vérifié expérimentalement par un grand nombre de corps et d'énergies, et nous le considérons donc comme une loi.

Les principes d'une école politique, d'une église ou d'une secte religieuse, etc. sont considérés comme des formulations de lois et non comme des hypothèses.

Luigi Fabbri m'écrivait (Montevideo, 31 janvier 1921) : « Vous avez parfaitement raison sur la nécessité d'étudier les problèmes locaux et les problèmes particuliers – ceux de l'Italie, de l'Émilie, de Bologne, ou ceux de la construction, des chemins de fer, de la santé, etc. – et de ne pas se limiter à des lignes générales. Mais je ne comprends pas pourquoi vous voyez un défaut à commencer l'étude par voir quels liens ces problèmes pourraient avoir avec les idées anarchistes. C'est la boussole qui nous guide dans leur étude. À mon avis, l'étude devrait être celle-ci : voir comment ces problèmes peuvent être résolus dans un sens anarchiste, c'est-à-dire dans le sens de la liberté ; car ce que nous voulons, c'est avant tout la conquête de la liberté pour tous. Sinon, si nous cherchons la solution à des problèmes particuliers, la solution offerte par la tyrannie pourrait convenir. Mais nous ne la voulons pas *a priori* parce que nous ne voulons pas de tyrans, et *a posteriori* parce que nous sommes convaincus que toutes les solutions autoritaires sont fausses ou les plus défectueuses. Si nous devions nous convaincre que ces problèmes… « Tous les problèmes pratiques les plus importants de la vie ne peuvent pas… » être résolus de manière anarchique. Cela signifierait que nous avons tort d'être et de nous appeler anarchistes ; que ce que nous voulons est impossible. D'où la nécessité de commencer par examiner chaque problème en examinant s'il est ou non soluble en harmonie avec ce que nous voulons et ce que nous sommes, afin d'éviter de nous engager dans des actions contradictoires et bancales qui aboutissent à un échec théorique et pratique. Mais il est nécessaire de chercher des solutions à ces problèmes ; et sur ce point, je suis d'accord avec vous : les simplistes ou les peureux se trompent lorsque, de peur de voir leurs apriorismes ébranlés, ils préfèrent ignorer les problèmes dont nous parlions et les ignorer.

Lorsque j'étudie un problème qui nécessite des solutions actuelles ou imminentes, je persiste à penser que c'est une erreur de commencer par examiner le lien entre ce problème et les principes anarchistes. Par exemple, si le prohibitionnisme américain a échoué, le prohibitionnisme belge a obtenu des résultats notables. En abordant le problème du prohibitionnisme en Italie au cours d'une année donnée, je devrai considérer tous les aspects du problème et toutes les solutions possibles.

Si les solutions semi-étatiques et semi-actives me paraissent insuffisantes ou nuisibles, j'arriverai à la solution libérale et libertaire et me sentirai satisfait de cette confirmation de mes aspirations, mais je ne serai pas sûr d'avoir examiné rigoureusement le problème si j'ai commencé par me soucier du lien entre lui et ces aspirations.

Je suis fermement convaincu que le livre de Luigi Fabbri, Dittadura e rivevolucione, aurait été impossible si l'auteur n'avait pas eu, en l'écrivant, le souci constant de faire converger les solutions aux différents problèmes sur la ligne programmatique de l'anarchisme malatestiste.

Fabbri était un homme orthodoxe de constitution mentale et émotionnelle, tandis que Malatesta était un scientifique (en tant que type mental) perdu dans l'apostolat politique. Malatesta a toujours distingué la validité historique des principes scientifiques, concluant qu'un véritable scientifique ne peut être lié à une théorie politique ou éthique. Il a compris le manque de science des efforts de Kropotkine pour prouver ses idées de solidarité par des exemples biaisés tirés de la littérature naturaliste, et il s'est toujours opposé, avec une ténacité originelle, au scientisme anarchiste, phénomène éminemment rationaliste.

Je suis plus que jamais convaincu que l'anarchisme doit devenir rationaliste et adopter la méthodologie de la recherche scientifique.

Camillo Berneri

Famine organisée par l'Etat hébreu à Gaza

Après 662 jours de génocide israélien à Gaza, le bilan des morts dans la bande de Gaza a dépassé les 60 000, selon des sources sanitaires palestiniennes. Parmi elles, au moins 147 sont mortes de faim, un chiffre qui ne fera qu'augmenter, selon l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial (PAM), qui avertissent que les principaux indicateurs alimentaires et nutritionnels à Gaza dépassent déjà les seuils de famine et que « le temps presse pour lancer une intervention humanitaire de grande ampleur ».

Selon la dernière alerte du Système intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), les niveaux de nourriture sont les plus bas depuis le début du conflit, et deux des trois seuils indiquant la famine ont été dépassés dans certaines parties de la bande de Gaza.

Le premier de ces indicateurs, la consommation alimentaire, a chuté à Gaza depuis la dernière mise à jour de l'IPC en mai 2025. Plus d'un tiers de la population, soit jusqu'à 39 %, passe plusieurs jours sans manger. La malnutrition aiguë est le deuxième indicateur et a augmenté « à un rythme sans précédent ». Dans la ville de Gaza, selon l'IPC, les niveaux de malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans ont quadruplé en deux mois, atteignant 16,5 % en juillet. Plus de 320 000 enfants – soit l'ensemble de la population de moins de cinq ans à Gaza – sont exposés au risque de malnutrition aiguë, selon le PAM et l'UNICEF. Rien qu'en juin, plus de 6 500 enfants ont été admis pour traitement pour malnutrition.

Terrorisme des colons en Cisjordanie

Le 30 juillet, l'ONG Amnesty International a qualifié la mort d'Odeh Hadalin, collaboratrice du documentaire oscarisé « No Other Land », de meurtre de sang-froid. Ce meurtre, commis par un colon israélien au sud d'Hébron, en Cisjordanie, a eu lieu le 28 juillet. Le tueur, identifié par des témoins comme étant Yinon Levi, avait déjà été sanctionné par l'UE, les États-Unis et le Canada en 2024 pour son implication dans des attaques contre des civils palestiniens. Selon le Times of Israel, l'accusé est assigné à résidence jusqu'à vendredi.

Selon le journaliste et cinéaste israélien Yuval Abraham, coréalisateur de No Other Land, Yinon Levi a imputé la mort de la victime à quatre membres de la famille d'Odeh Hadalin. Il a dénoncé sur Twitter un « système qui punit les victimes (qui sont soumises au droit militaire) et récompense le tireur (qui est soumis au droit civil) ». En mars dernier, des dizaines de colons ont agressé et battu le coréalisateur du documentaire, Hamdan Ballal.

Génocide en cours

Jamais plus, je ne regarderai Israël comme avant. C'est devenu un Etat qui fait honte à l'humanité.

On peut tergiverser d'un point de vue juridique sur le terme de génocide mais c'est bien de cela dont il s'agit à Gaza. C'est une folie meurtrière du point de vue des armes mais aussi de la famine qui y est organisée par l'Etat hébreu. Même le crétin Trump est obligé de reconnaître la famine à Gaza alors que c'est le plus précieux des alliés d'Israël.

Heureusement que quelques consciences s'opposent aujourd'hui à la majorité de l'opinion publique israélienne qui cautionne le gouvernement de Nétanyahou. B'Tselem, anarchistes contre le mur, Médecins pour les droits humains, d'anciens soldats, des insoumis etc. sont de ces consciences qui dénoncent l'innommable, le génocide en cours.

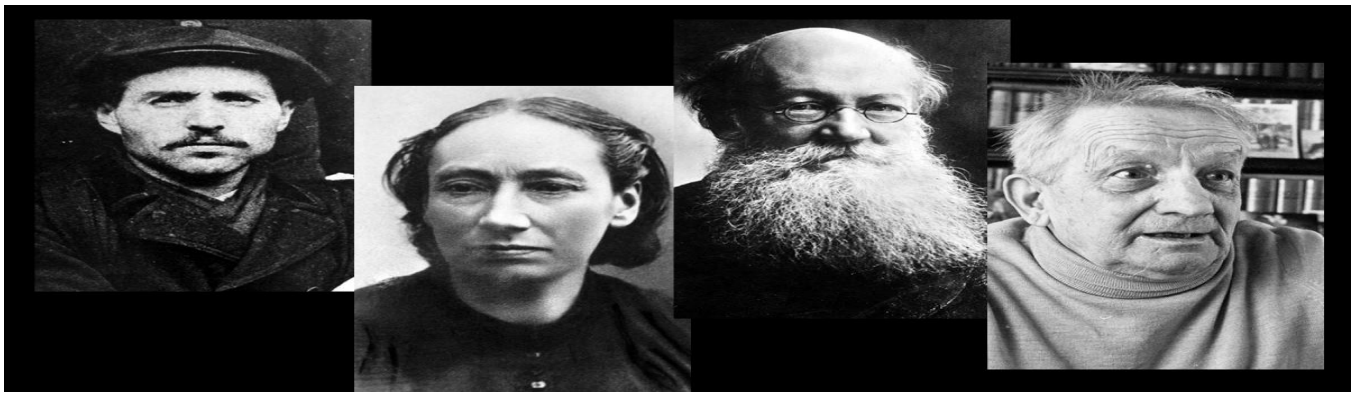
Cela fait des mois qu'une grande majorité de Français et d'Européens s'opposent à l'écrasement sous toutes ses formes du peuple palestinien. Personne ne veut être complice de cette tragédie humaine qui se déroule sous nos yeux et qui est bien documentée.

Le Grand Israël voulu par le gouvernement israélien ne peut se faire que par l'éradication des Palestiniens. Honte aux criminels de guerre ! Honte à tous ceux qui se projettent dans cette trajectoire au mépris de la vie des Palestiniens et de leur Histoire.

Personne ne pourra dire : on ne savait pas.

Nétanyahou et ses complices doivent être jugés pour ce qu'ils sont : des assassins de civils, des assassins d'enfants.

Ti Wi (GLJD)



Le Libertaire
Internet : http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com